

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 06 MAI 1990

N° 189

PRIX: 4 FF

COTE D'IVOIRE



MESURES D'AUSTERITE

LA PRESSION DE LA

RUE

A FAIT

RECULER

LE

GOVERNEMENT



SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

COTE D'IVOIRE

PLAN D'AUSTERITE:

LA PRESSION DE LA RUE A FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT.

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 4 et 5

- Le multipartisme n'empêche pas la dictature.

Pages 6 et 7

- Zaïre: le multipartisme, un simple tour de passe-passe.

Pages 7 et 8

- Loi anti-raciste ou poudre aux yeux?

Pages 9 et 10

- Tchad: plus ridicule que Acheikh et Kamougué, tu meurs!

Pages 10 et 11

- Afrique du sud: Mandela et De Klerk pour une solution négociée.

A B O N N E M E N T

Fance: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants.

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

A D R E S S E

DUFFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT-B.P.42
92114 - CLICHY CEDEX

Le 17 avril dernier, le gouvernement ivoirien a annoncé la "suspension" de la baisse des salaires touchant la Fonction publique et le privé. Il avait auparavant décidé, en accord avec le FMI et la Banque mondiale, cette mesure d'austérité qui frappait les salariés, et plus particulièrement les travailleurs.

Avant même que cette mesure ne soit annoncée, il y a eu des manifestations étudiantes et des émeutes des jeunes des quartiers populaires, notamment à Abidjan, exprimant le ras-le-bol général. A cela se sont ajoutées les grèves (telle que celle des électriciens, entre autres) et les manifestations des enseignants que la diminution des salaires a suscitées. Alors le gouvernement a reculé, de peur que cette vague de contestations ne s'étende aux autres catégories de travailleurs et ne prenne par conséquent une ampleur plus grande et plus profonde.

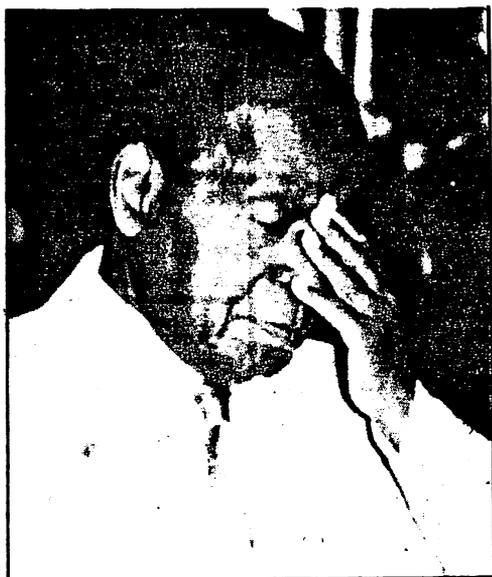
Cette reculade du gouvernement ivoirien montre que la classe ouvrière est une vraie force qui inspire la crainte pas seulement dans les pays industrialisés, mais aussi dans les pays pauvres où, même si elle est minoritaire, elle n'en constitue pas moins le point vital de l'économie. C'est la peur des prolétaires, du peuple des bidonvilles de Yopougon, Abobo et autres quartiers populaires, qui a obligé Houphouët Boigny à reculer, à ne pas se prendre pour Dieu dans le pays et à ravalier aussi bien son orgueil que sa mesure d'austérité.

En revenant sur cette mesure, pour les autorités, officiellement, il s'agissait de revoir le plan d'austérité qui aurait été "baclé et improvisé" et ne correspondant plus au souhait du FMI et de la Banque mondiale. En effet, le plan devrait rapporter 44 milliards de francs CFA "seulement", alors que ces organismes internationaux exigeaient du gouvernement 130 milliards de francs CFA d'économie sur le dos de la population en échange d'un nouveau crédit de "relance économique" de 2.500 milliards de francs CFA. Il est donc question d'élaborer un autre plan plus "efficace" ou, pour reprendre les termes officiels, "d'approfondir le programme d'ajustement structurel" précédent.

Mais en réalité, c'est bel et bien les manifestations et mouvements de grève, dont le dernier était celui des employés des banques et assurances, qui ont obligé le gouvernement à reculer. On se souvient qu'il a d'abord reculé devant l'agitation étudiante en diminuant les loyers des étudiants et le prix du repas aux restaurants universitaires. Ensuite il a reporté plusieurs fois l'annonce des mesures d'austérité. Quand celles-ci sont enfin rendues publiques, la contestation a repris avec vigueur et le gouvernement a renoncé à l'application de ces mesures, non sans avoir tenté de les faire

passer moyennant une diminution des prix de certains produits.

Sur le plan politique, Houphouët Boigny a fini par accepter l'existence de plusieurs partis, lui qui avait juré auparavant qu'il n'y aurait jamais de multipartisme en Côte d'Ivoire. Il a lâché du lest pour faire croire que quelque chose est en train de changer, que son régime fait peau neuve. Il espère par là calmer la contestation qui risquait de se radicaliser et de devenir dangereuse pour les privilégiés et les riches.



En instaurant, la mort dans l'âme, le multipartisme et en suspendant le plan d'austérité, Houphouët Boigny a ramené un peu le calme. Mais pour combien de temps? La situation reste instable et l'agitation peut repartir à tout moment. Mais le moment de répit actuel permettra peut-être au "vieux sage" de quitter le pouvoir, lui qui

ne voulait pas le faire "dans le désordre". A défaut de s'en aller "la tête haute", cela lui permettra de sauver la face. Et c'est peut-être dans ce but que le congrès de son parti, le PDCI, est avancé (de quatre mois) pour la fin de ce mois de mai.

Mais une fois le problème de succession réglé, le pouvoir reviendra peut-être à la charge avec un nouveau plan d'austérité, plus draconien que le précédent. Les dirigeants locaux, comme ceux du FMI, espèrent que d'ici là le mécontentement populaire va s'apaiser et que le nouveau plan passera mieux que le précédent.

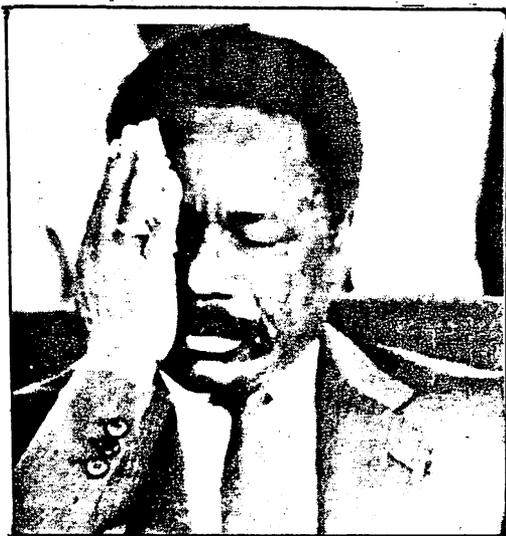


Cependant si les travailleurs et l'ensemble des petites gens ne veulent pas en faire les frais, ils n'auront pas d'autre choix que de se battre, de se mettre en grève et d'être encore plus déterminés, y compris de descendre dans la rue pour montrer qu'ils ne veulent pas être le dindon de la farce et que ce sont les "grotos" (les riches) qui doivent payer.



LE MULTIPARTISME N'EMPECHE PAS LA DICTATURE !

Après le Bénin, le Gabon, le Zaïre, c'est la Côte d'Ivoire qui vient d'instaurer le multipartisme. Ainsi, ce que hier encore Houphouët Boigny considérait comme "une simple vue de l'esprit", ce que Bongo et Mobutu juraient que de leur vivant, on ne verrait jamais dans leur pays, est aujourd'hui chose admise par nos dictateurs. Certains de leurs compères comme celui du Mali, du Burkina Faso ou du Niger (pour ne parler que de l'Afrique francophone), se disent prêts à "étudier" la question avant même que la rue ne les oblige à céder.



Oui, c'est la colère de la population, ce sont les manifestations des étudiants, les grèves des fonctionnaires, c'est la révolte qui gronde, c'est le volcan qui menace d'exploser, qui ont contraint ces dictateurs à desserrer l'étau de leur dictature à parti unique. C'est la crainte de l'impérialisme de voir des révolutions violentes qui non seulement pourraient balayer les régimes en place mais aussi mettre en cause ses propres intérêts dans ce continent, qui le contraint à faire pression sur ses valets pour modifier quelque peu leur manière de gouverner.

Les banquiers et les dirigeants des trusts qui soutiennent les régimes africains savent très bien que le pouvoir sans partage qui a permis à ceux-ci de maintenir l'ordre capitaliste durant les trente années qui ont suivi les indépendances, n'est plus capable dans

la situation de crise actuelle de leur permettre de continuer à piller dans les meilleures conditions les peuples de ce continent. Alors, ils changent leur fusil d'épaule en demandant à leurs représentants locaux d'abandonner le système politique à parti unique et de se donner un visage moins barbare.

C'est ainsi que Mobutu s'est subitement découvert une âme de "démocrate" en accordant le droit d'existence légale à deux autres partis politiques à côté du sien. Et pour se placer "au-dessus des partis", il a démissionné de son propre parti. Bongo, quant à lui, a déjà invité un certain nombre de ses "opposants légaux" à partager la soupe gouvernementale.

Mais la dictature, elle, continuera d'exister malgré l'adoption du multipartisme. Car multipartisme et dictature ne sont pas du tout contradictoires. Le système capitaliste lui-même est une dictature sociale d'une petite minorité d'exploiteurs sur l'ensemble des couches exploitées de la société. Dans les pays riches, la bourgeoisie a les moyens de masquer sa dictature en accordant quelques droits démocratiques à la population exploitée.

Mais, y compris dans les pays riches, lorsque les intérêts de la bourgeoisie l'exigent, celle-ci est à tout moment prête à utiliser massivement et sauvagement son appareil de répression pour mettre à genoux l'ensemble des exploités en supprimant purement et simplement les droits qu'elle a accordés pour avoir la paix sociale. C'est ce que la bourgeoisie allemande avait fait en installant Hitler au pouvoir. Mais ce n'est pas qu'en Allemagne que la bourgeoisie avait installé des régimes durs. Ce fut aussi le cas en France, en Espagne et en Italie.

La bourgeoisie des pays pauvres n'a pas les mêmes moyens que celle des pays riches pour se payer même un semblant de parlementarisme. Un certain nombre de pays du tiers-monde ont adopté le multipartisme bien avant la période récente. Au Sénégal, Abdou Diouf a reconnu 17 partis politiques.

Mais c'est lui qui décide si un meeting de l'opposition doit être autorisé ou pas. Tout l'appareil d'Etat est entre les mains de sa clique. Les policiers, les gendarmes et les hauts fonctionnaires sont aussi voraces qu'au Mali ou en Côte d'Ivoire et rackettent les populations pauvres.

En Inde, au Brésil et en Argentine, le multipartisme existe aussi, mais des millions de pauvres y crèvent littéralement de faim. Au sommet de l'Etat on joue au parlementarisme. Mais les pauvres, eux, lorsqu'ils manifestent leur colère en descendant dans la rue ou en déclenchant des grèves, ils ont affaire aux balles des militaires.

Au Brésil et en Argentine, les généraux et les colonels ont regagné les casernes pour laisser le pouvoir aux civils, mais rien ne les empêche demain de revenir au pouvoir. Et même s'ils restent dans leurs casernes, ils sont toujours là pour mater la révolte et la contestation populaires.

Alors, certes aujourd'hui, un certain nombre de dictateurs ont cédé, en instaurant le multipartisme, sous la pression de la rue et sur les injonctions du FMI qui a peur des explosions sociales, parfois même en allant au devant des revendications comme l'a fait Mobutu. Mais rien ne garantit que ce qu'ils ont cédé aujourd'hui, sur le plan économique comme sur le plan politique, ils ne le reprennent demain, une fois le vent de la révolte calmé. La démocratie à la sauce Bongo, Mobutu ou Houphouët Boigny est une tromperie de plus pour détourner la colère des pauvres. Tout au plus cela permettra à quelques "opposants" de se mettre en vue pour se faire courtiser par le régime.

Les exploités ont besoin du droit à l'expression politique et syndicale. C'est un droit élémentaire qui leur a été refusé depuis 30 ans dans la plupart des pays d'Afrique. Aujourd'hui, un certain nombre de dictateurs peuvent leur reconnaître officiellement ce droit. Mais même pour profiter de cette petite ouverture due en grande partie à la crainte qu'ils ont inspirée à la classe dirigeante, ils n'auront rien à attendre du bon vouloir de ceux qui aujourd'hui parlent "d'instaurer les libertés démocratiques". Les véritables libertés démocratiques, c'est celles qu'ils auront obtenues par leurs luttes.

Mais même les libertés qu'ils auront arrachées de haute lutte, les exploités ne pourront les conserver et les utiliser réellement que lorsqu'ils auront pris entièrement le pouvoir des mains de leurs bourreaux. C'est-à-dire lorsqu'ils auront remplacé l'armée des généraux et des colonels par l'armée des travailleurs en armes.

MANIFESTATION ANTI-HOUPHOUËT A PARIS

Le 15 avril dernier, à l'appel du Comité de Coordination pour la Démocratie en Côte d'Ivoire (C.C.D.C.I.), une manifestation a été organisée à Paris pour protester contre la dictature d'Houphouët Boigny. Entre 100 et 150 personnes ont défilé de la place du Trocadéro à la place Victor Hugo (vers l'Ambassade de la Côte d'Ivoire). Ils ont crié: "Houphouët Voleur! Houphouët Démission! Côte d'Ivoire Liberté! Afrique Liberté!" etc.

Des militants du CCDCI brandissaient la photo d'Anaky Kobéna, le numéro deux du FPI (Front Populaire Ivoirien) de Laurent Gbagbo, en prison depuis novembre 1988,

officiellement parce que sa société n'a pas payé ses impôts. Le premier numéro du journal "L'Alternative" de Laurent Gbagbo, diffusé lors de cette manifestation, raconte qu'Anaky Kobéna "est le directeur de la plus importante société de transit tenue par un Ivoirien, employant 250 personnes..." et qu'il a été "arrêté pour son appartenance au FPI".

Officiellement, le CCDCI déclare qu'il n'est lié à aucun parti politique, mais personne ne doute qu'il roule pour Laurent Gbagbo. En tout cas, les banderoles déployées lors de cette manifestation montrent bien que le souci des organisateurs tout comme celui de Gbagbo, n'est pas du tout de dénoncer le capitalisme, et moins encore de proposer une autre voie que celle du capitalisme. On pouvait lire sur une des banderoles: "Liberté, Liberté. Oui aux Libertés Individuelles, oui à la Démocratie Républicaine".

La "Démocratie Républicaine", c'est quoi sinon la liberté pour les capitalistes d'exploiter les travailleurs, la liberté pour ceux qui ont de l'argent de disposer de tous les avantages de la société d'exploitation et l'obligation pour les pauvres de respecter l'ordre capitaliste? C'est la liberté justement pour un bourgeois comme Anaky Kobéna d'imposer la dictature de l'argent et du profit à ceux qu'il exploite dans sa société.

Alors, c'est vrai, la liberté pour les exploiters, ce n'est pas du tout la même chose que la liberté pour les exploités. Laurent Gbagbo et, derrière lui, ceux du CCDCI ont choisi leur camp. Aux travailleurs d'en tirer les conclusions.

ZAIRE : LE MULTIPARTISME, UN SIMPLE TOUR DE PASSE-PASSE.

Le 24 avril dernier, le dictateur du Zaïre, Mobutu, a décrété l'instauration d'un multipartisme limité à trois partis. Il s'est auto-proclamé "président-arbitre" et il a également décrété qu'il serait au-dessus de ces partis dont l'un serait à sa gauche, l'autre à sa droite et le troisième au centre. Venant de la part d'un homme qui avait juré que, lui vivant, il n'y aurait jamais de multipartisme, cette initiative est tout un aveu.

Ainsi, après près d'un quart de siècle de pouvoir absolu, de dictature sanglante, Mobutu veut prolonger la survie de son régime corrompu et pourri en cherchant à apaiser le mécontentement populaire grandissant. Au début du mois dernier, il a d'abord commencé par faire dans le pays une tournée dite de "consultation populaire" en

invitant les populations à "s'exprimer librement". Après avoir baillonné celles-ci pendant presque deux décennies et demies, il veut faire croire qu'elles peuvent désormais dire ce qu'elles pensent.



De nombreuses voix se sont élevées pour réclamer non seulement la fin de la dictature et de la corruption, mais aussi celle des privilèges et des injustices

sociales. Il y a eu par exemple la dénonciation des riches, en particulier de ceux dont la partie visible de leurs richesses insolentes se traduit par les palais de marbre s'alignant de part et d'autre du boulevard de la Justice (celle des riches et dignitaires du régime) à Kinshasa ou des avions privés.

Dans le même temps, il y a de nombreux pauvres qui, même si par "chance" ils font un petit travail salarié, touchent des salaires de misère qui ne permettent même pas de survivre. C'est le cas par exemple des employés de l'Hôtel Intercontinental de Kinshasa, qui touchent 7.800 zaïres (soit autour de 5.100 FCFA) par mois pour servir des gens qui y louent une chambre coûtant entre 135 et 155 dollars (environ 70.000 zaïres ou 46.500 FCFA) par jour.

La pauvreté est telle que pour survivre, la majeure partie de la population, y compris des fonctionnaires (des petits et moyens), est obligée de se livrer à des trafics en tout genre. Le mécontentement est général. Mais pour le moment, ce sont les étudiants qui l'expriment. De la même façon qu'au début de l'année dernière, ils s'étaient révoltés pour revendiquer l'amélioration de leurs conditions d'études et de transports, ils ont manifesté leur colère le mois dernier en incendiant plusieurs autobus. Ils ne se contentaient pas seulement de réclamer des bourses, mais aussi ils dénonçaient la corruption et demandaient le départ de Mobutu.

C'est à la suite de cette agitation étudiante que, pour empêcher celle-ci de s'étendre à d'autres couches de la population, Mobutu s'est empressé de prendre quelques mesures sociales: une augmentation de 78,5% des salaires des fonctionnaires et de 118% des bourses des étudiants.

Ces petites mesures sociales viennent d'être complétées par un petit geste politique, mais tout cela n'est que de la poudre aux yeux, pour tenter de tromper la population, de la calmer et de faire baisser le mécontentement qui monte. Par un tour de passe-passe, le dictateur sanguinaire essaie de gagner du temps. Mais à force de s'accrocher indéfiniment au pouvoir, il accumule la colère populaire qui, quand elle explosera, n'en sera que plus violente et plus imputoyable.

IMMIGRATION

LOI ANTI-RACISTE DU POUDDRE AUX YEUX

Le parlement français vient d'adopter un projet de loi contre le racisme et l'antisémitisme. Ce projet de loi était à l'initiative du Parti Communiste Français. Comme il fallait s'y attendre, les partis de droite chiraco-giscardiens ont voté contre ce projet sous l'oeil bienveillant d'un Jean-Marie Le Pen. Bien que celui-ci ne soit plus élu à l'Assemblée nationale, il paraît qu'il voulait être présent et il a même passé une nuit blanche pour soutenir sa collègue, Mme Stirbois, le seul député de l'extrême-droite.

Au cours du débat parlementaire, cette dernière n'a d'ailleurs pas manqué de sortir toute sa haine et de déverser tout son venin contre les travailleurs immigrés en les accusant d'être des assassins, des racistes anti-français, etc. Bref, Le Pen a dû être content du discours raciste de sa collègue.

Certes, le fait qu'il y ait une loi soi-disant pour punir des gens qui commettent des actes ou tiennent des propos racistes ne peut être qu'une bonne chose, bien que cela ne puisse pas empêcher ceux qui sont racistes de l'être. Il n'est même pas sûr que ceux qui sont sensés faire respecter ces lois veuillent bien le faire.

On sait que dans la police et la gendarmerie et même dans le corps judiciaire, il y a beaucoup de gens qui n'hésitent pas à manifester publiquement leur mépris et leur racisme envers les immigrés. Combien de fois les policiers ont tiré sur des immigrés, les tuant froidement. La justice ne les poursuit que très rarement. Et même quand c'est le cas, ils sont relâchés par les juges sans aucune peine lourde. C'est le cas des assassins de Malick Dussekine et de bien d'autres moins connus.

Pour lutter contre le racisme au quotidien que les travailleurs immigrés subissent, on ne peut compter ni sur une loi, ni sur les partis de gauche qui l'ont fait voter, à commencer par le Parti Socialiste. Il n'y a pas si longtemps, Rocard faisait l'amalgame entre les immigrés et les délinquants. N'a-t-il pas déclaré que la France ne peut recevoir toute la misère du monde à propos des soi-disant travailleurs clandestins? Et pourtant, ce monsieur "socialiste" n'ignore pas que la France impérialiste à la tête de l'Etat duquel il se trouve aujourd'hui a ses responsabilités dans la misère qui existe dans le monde, plus particulièrement en Afrique.

Quant au PC, certes, par ses militants ouvriers, c'est le parti a le plus de liens avec les travailleurs immigrés. Souvent il les soutient, non pas en tant que parti communiste internationaliste, mais en tant que parti communiste paternaliste vis-à-vis des travailleurs d'autres pays.

A cause de son paternalisme, il était parmi les premiers à réclamer la fermeture des frontières en disant que cela éviterait qu'il y ait trop de travailleurs immigrés en France. En même temps il était (et il est toujours) pour la limitation des quotas des travailleurs étrangers dans les municipalités communistes, sous prétexte d'éviter la formation des ghettos des travailleurs immigrés.

Donc si les travailleurs immigrés veulent se faire respecter en tant que travailleurs et lutter efficacement contre le racisme quotidien qu'ils subissent dans leurs lieux de travail, dans les cafés, et la ségrégation dans l'obtention des logements, ils doivent se mobiliser ensemble avec les travailleurs français. C'est comme cela qu'ils pourront faire taire les racistes.

MEME EXPULSES, LES MAL-LOGES CONTINUENT LA LUTTE

Le 2 mai dernier, les CRS sont intervenues dans le 20ème et le 11ème arrondissement pour déloger des travailleurs immigrés et leurs familles. Certains habitaient dans des vieux appartements que les propriétaires voulaient rénover. D'autres, comme ceux de la rue Fontaine au Roi dans le 11ème, squattaient depuis plus d'un an un bâtiment neuf de la ville de Paris. Et pourtant toutes ces familles, en majorité africaine, avaient fait des demandes de relogement à la ville de Paris depuis plusieurs années. Mais comme elles ont des revenus modestes, la ville de Paris refuse de leur attribuer des logements.

Mais ces travailleurs mal-logés se battent et sont membres du comité des mal-logés. Ils exigent de la ville de Paris et du gouvernement une attribution des logements corrects. Pour le moment, les autorités municipales et le gouvernement font la sourde oreille.

Une partie des expulsés campent sur la Place de la Réunion dans le 20 ème arrondissement. Le gouvernement et Chirac ne trouvent rien d'autre que de leur envoyer des CRS pour les encercler. Pour l'instant, les mal-logés continuent la lutte et ils sont obligés de rester dehors avec leurs femmes et des enfants de bas âge pour la plupart. Voilà la France de Chirac et de Mitterrand, soi-disant pays des droits de l'homme.

TCHAD: PLUS RIDICULE QU'ACHEIKH ET KAMOUGUE, TU MEURS!

Il n'y a pas longtemps, une délégation tchadienne, conduite par Acheikh et Kamougué, anciens "opposants", aujourd'hui ministres du dictateur Habré, est venue à Paris. Elle avait pour mission, semble-t-il, d'expliquer à la communauté tchadienne vivant en France ce qui se passe au Tchad et tenter de convaincre certains Tchadiens afin qu'ils retournent au pays. Une réunion a eu lieu à cet effet à l'ambassade du Tchad. Quelques Tchadiens, en général militants ou proches de l'UNIR (Union Nationale pour l'Indépendance et le Révolution), le parti unique de Habré, y ont assisté.

Au cours de cette réunion, Acheikh et Kamougué ont excellé pour démontrer qu'il n'y aurait aucun problème au Tchad aujourd'hui, du moins socialement et économiquement. Les fonctionnaires seraient régulièrement payés (vous aurez noté qu'au Tchad on considère comme un grand exploit le fait de payer les gens qui travaillent -encore que cette affirmation est un mensonge délibéré) et les affaires marcheraient à merveille. Sous l'égide de l'UNIR donc, et "du guide éclairé, le président-fondateur, camarade El Hadj Hissène Habré", au Tchad, tout irait bien dans le meilleur des mondes possibles.

Mais il y a quand même un point d'ombre. Ce point d'ombre dans le bonheur du ciel du Tchad, c'est..."la menace libyenne". Selon nos deux ministres, le seul problème, c'est celui-là. La dictature, la misère, les inégalités, les maladies, la famine, les assassinats et autres crimes crapuleux, non, ça n'existe pas; ce sont des mensonges, des calomnies des "ennemis du Tchad". Le seul problème, c'est la menace libyenne qui se manifeste à travers les attaques, les combats que livre au pays la "légion islamique" organisée et équipée par le dictateur Kadhafi pour "destabiliser le Tchad".

Et les derniers combats qui ont eu lieu à l'Est? Et l'opposition armée regroupée autour de leur ancien ami et chef d'état-major de Habré, Deby? Tout cela, selon eux, ce seraient des inventions des Deby et consorts qui ne sont que des "aventuriers" dont l'entreprise aurait pris fin dès qu'elle avait commencé, etc.

Que nos deux ministres traitent leurs adversaires d'aventuriers, au fond, quoi de plus normal. On dirait même que, quelque part, ils ont raison: Deby et consorts sont en effet des aventuriers et des criminels. Deby, tout comme Habré, l'était déjà quand ils étaient tous les deux dans l'opposition d'abord et quand ils ont ensuite pris le pouvoir pour imposer leur dictature.

Mais aussi aventuriers et criminels que soient les Deby, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui, ils ne le sont pas plus qu'Acheikh et Kamougué, opposants ou ministres. Sans doute Acheikh et Kamougué ont-ils voulu nous faire oublier qu'ils avaient composé avec les Deby, qu'ils avaient été ensemble au pouvoir avec le

dictateur Habré avant que les ambitions basement personnelles ne les opposent et que les Deby n'aillent à l'"aventure". Tous appartiennent au même monde d'aventuriers, de criminels, de parasites qui se livrent un combat acharné, cherchant à avoir la meilleure place pour mieux sucer le sang de la population pauvre tchadienne.

Quant à la prétendue menace libyenne, cette chanson, on ne l'a que trop entendue. Depuis son arrivée au pouvoir, Habré n'a que ça dans la bouche. La prétendue menace de la Libye lui sert de tout un programme politique pour tout justifier: que sa dictature affame, condamne la population à mourir de faim, de misère, de maladies, ce serait la faute à la Libye.

Alors, qu'Acheikh et Kamougué aient jugé nécessaire d'emboucher la trompette du "péril extérieur" pour tromper les gens, cela n'est que dans la norme des choses. Ils n'ont fait que répéter ce que leur patron, "le boss", comme ils l'appellent là-bas, dit ou fait dire depuis des années. Cependant ce qu'il y a de ridicule dans leur comportement, c'est le fait que, presque mot par mot, ils répétaient les mêmes choses que Habré et Deby disaient d'eux-mêmes quand ils étaient dans l'opposition et soutenus par la dictature de Tripoli.

Il est vrai que nos dirigeants sont capables de n'importe quel mensonge, que les Acheikh et Kamougué sont prêts à tout pourvu que Habré accepte de leur réserver quelques strapontins à côté de son trône sanglant. Heureusement que le ridicule ne tue pas.

AFRIQUE DU SUD: MANDELA ET DE KLERK POUR UNE SOLUTION NEGOCIEE

De Klerk et Mandela, la main dans la main, pour s'associer et trouver une solution. Ils ont ainsi décidé de lutter contre toute violence, y compris celle des manifestants en lutte contre le système d'apartheid toujours en vigueur. C'est certainement là une décision qui a dû surprendre plus d'un de ceux qui se font des illusions sur la volonté des dirigeants nationalistes noirs de changer réellement la situation en Afrique du Sud.

En effet, réunis au Cap, le gouvernement sud-africain dirigé par De Klerk et le Congrès National Africain, l'ANC, dirigé par Mandela ont conclu le 4 mai, un certain nombre d'accords après discussions. Dans un communiqué commun, les deux parties ont annoncé leur "engagement à lutter contre la violence et l'intimidation, d'où qu'elles viennent." Elles ont également mis sur pied un groupe de travail qui doit d'ici le 21 mai réfléchir et remettre ses conclusions sur, entre autres, la libération des détenus politiques, le retour des membres

de l'ANC vivant à l'étranger qui devront bénéficier d'une immunité leur permettant d'exercer des activités politiques.



De Klerk et son gouvernement se sont aussi engagés à "revoir la législation sur la sécurité", à permettre des activités politiques "normales et libres", et à "travailler à la levée de l'état d'urgence". Tous ces engagements, mesures et intentions sont pris dans la perspective des nouvelles rencontres qui, après la fin de la lutte armée, de l'état

d'urgence, du retour des exilés politiques, etc, permettant aux parties de discuter du problème de la constitution. Mais d'ici là, Mandela et De Klerk s'engagent tous les deux à faire face à la violence, à réprimer, à domestiquer.

Cet engagement auprès de De Klerk signifie-t-il que l'ANC laisse tomber la lutte armée?



Mandela ne répond pas à cette question. Il se contente de dire: "Nous allons réexaminer entièrement la question de la lutte armée". Que De Klerk s'oppose à la violence des opprimés noirs, réprime les manifestations, les révoltes, cela n'a rien d'étonnant. C'est ce qu'il a toujours fait et soutenu. Cela fait des années, des dizaines d'années que son système agit ainsi contre les opprimés noirs.

Le jour même de la libération de Mandela, De Klerk n'a pas hésité à lâcher ses troupes sur une foule de gens venus applaudir le dirigeant

nationaliste noir. Et depuis ce jour, la répression n'arrête pas de tomber sur les travailleurs, les étudiants, les élèves, etc, au nom de l'état d'urgence toujours en vigueur.

Mais Mandela, comment lui pourra-t-il faire pour trouver un équilibre entre son engagement à maintenir l'ordre et la violence de la rue, des manifestations, les grèves les révoltes, ces luttes multiformes auxquelles l'apartheid pousse les populations noires dont le combat sans relâche a justement permis au dirigeant nationaliste noir de recouvrer sa liberté?

En réalité, cet engagement est une concession considérable que les dirigeants nationalistes noirs font à De Klerk mais aussi un tournant important dans la perspective de leurs futures entente et collaboration au détriment des intérêts réels des opprimés sud-africains. Qu'il soit blanc ou noir, le mouvement nationaliste est d'abord celui de la défense de la bourgeoisie et finit toujours par trahir les masses laborieuses sans les luttes desquelles il n'est rien. Et une fois de plus, avec ces accords, l'ANC est sur le point et la voie de le démontrer.

Espérons qu'avant la fin de ces sordides marchandages, les prolétaires sud-africains et les opprimés en général qui ont été et restent les seules forces capables de mettre fin à l'apartheid trouvent les moyens de réserver plus d'une surprise aux uns et aux autres.

★

★

★

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.